Bimensuel
socialiste
féministe
écologiste

# solidaritéS

405
28.04.2022
4 fr. / 4 €

**National** 3
Centrales atomiques: augmenter l'âge de la retraite?

**Monde du travail** 7
Amazon: pour un syndicalisme de lutte de classe

**Queer** 12
Ne dites pas «gay»

**Culture** 15
La question coloniale entre au musée

**Édito**

## *NON* À UNE POLITIQUE D'ASILE MEURTRIÈRE

Frontex est l'agence chargée de «protéger» les frontières de l'Union européenne (UE). Fondée en 2005, elle est aujourd'hui cofinancée par la Suisse à hauteur de 14 millions de francs. Ce montant permet le développement d'un arsenal sophistiqué de matériel d'intervention. Le 15 mai prochain, les citoyen·ne·x·s suisses devront se prononcer sur une augmentation de 14 à 61 millions de francs de cette subvention d'ici 2027, ainsi que sur l'accroissement de la dotation en personnel.

Cette augmentation représente une militarisation conséquente de la gestion des frontières européennes. Des associations d'aide aux migrant·es et des organisations internationales accusent pourtant Frontex de violations des droits humains. Dans les Balkans, Frontex repousse illégalement les personnes hors de certaines frontières. En Méditerranée, Frontex assiste sans lever le petit doigt à la destruction de moteurs de bateaux et à des abandons en mer de personnes. En Suisse, Frontex organise des «vols spéciaux» pour renvoyer de force des migrant·es entravé·es et menotté·es, au mépris de leur santé physique et morale.

Frontex est la pièce maîtresse d'une politique d'asile européenne brutale, raciste →

**Monde du travail** 8–9
«TOUT S'ÉCROULE. C'EST À CAUSE DE L'AGRESSION DE POUTINE»

et meurtrière, qui militarise les frontières et cherche à repousser toujours plus loin les personnes condamnées à l'exil. L'UE intervient d'ailleurs dans la gestion des frontières sud des pays limitrophes de l'Europe (Libye, Turquie, etc.), afin de renforcer les barrières d'accès à son territoire. Un procédé qui participe aux violences que subissent les migrant·e·s dans ces territoires (séquestrations, tortures, viols…), décriées par la presse internationale.

Il est argué par les milieux bourgeois que l'opposition à Frontex conduirait à une expulsion de la Suisse de l'espace Schengen. Rien n'est plus faux ! Des enquêtes, portant sur les violations des droits humains et sur la gestion de Frontex, ont amené le Parlement européen lui-même à geler une partie de son budget. Dans ces circonstances, la Suisse peut refuser de donner un blanc-seing à Frontex, sans que cela remette en question sa participation aux accords de Schengen.

Cette politique migratoire, qui vise à limiter et interdire l'accès à son territoire, a une seule conséquence : rendre les routes de migration de moins en moins sûres, de plus en plus meurtrières. Frontex est le bras armé d'une Europe forteresse dont nous ne voulons pas !

Seule la volonté politique manque pour organiser dignement l'accueil de l'exil. La vague migratoire ukrainienne actuelle le démontre : la solidarité et l'humanité sont possibles.

Il n'est plus supportable de rejeter et criminaliser des exilé·e·s selon leur origine, ni de laisser des personnes – femmes et personnes LGBTIQ+ avant tout – subir les violences du parcours migratoire, de l'administration et des lois suisses une fois arrivé·e·s ici. Pas plus que nous ne pouvons laisser des civils sous les bombes à quelques centaines de kilomètres de la Suisse, nous ne pouvons continuer à laisser couler des bateaux en Méditerranée et mourir les personnes condamnées à l'exil !

La politique migratoire de la Suisse doit être profondément révisée pour garantir un accueil digne de tout·e·x·s. Un non à Frontex le 15 mai sera la première pierre de cette révision, qui ne peut attendre.

**Aude Martenot** ■

# AGENDA

## Vaud

DI 8 MAI
FORMATION QUEER DE SOLIDARITÉS
14 h Introduction Marxisme Queer
16 h Projection du Film *Pride*
18 h 15 Le podcast Combat de Reines discute de *Pride* en live !
20 h Apéro de fin
Pôle Sud, Lausanne

## Fribourg

JE 19 MAI
INÉGALITÉS ET CLASSES SOCIALES
Débat avec Alessandro Pelizzari, directeur de la Haute Ecole de travail social et santé Lausanne et ancien responsable d'Unia Genève
19 h Centre le Phénix, 7 rue des Alpes

## Genève

SA 7 MAI
SLUTWALK REBORN
Témoignages puis manifestation
14 h Place de Neuve

## National — 1er Mai

### 1er MAI 2022

| | | | |
|---|---|---|---|
| Genève | 14 h | Bvd James-Fazy | **Départ du cortège** |
| | 15 h | Salle communale de Plainpalais | Partie festive |
| | | | Red de Tamboreras de Suiza |
| | | | Discours |
| | | | Concerts: Groovah et une surprise |
| | | | Village syndical et militant, bars et restauration |
| Lausanne | 11 h | Pl. de la Riponne | **Manifestation** |
| | 12 h | Montbenon | Stands |
| La Chaux-de-Fonds | 11 h | Ton sur Ton | Discours, musique, restauration |
| | 14 h | | **Cortège** |
| | | | Concerts et DJs |
| Neuchâtel | 11 h | Coll. Promenade | Discours, musique, restauration |
| | | | **Cortège** |
| | | | Conférence : la guerre en Ukraine |
| | | | Orchestre Pussycat |

## Lausanne — dès le 1er mai

**ACTION MASSIVE: OUVERTURE D'UN HÉBERGEMENT D'URGENCE AUTOGÉRÉ ET TRANSITOIRE. INFOS SUR RENVERSÉ.CO**

## Votations — di 15 mai

| | | |
|---|---|---|
| NATIONAL | → LOI SUR LE CINÉMA | OUI |
| | → LOI SUR LA TRANSPLANTATION | OUI |
| | → FRONTEX | NON |
| NEUCHÂTEL | → POUR UNE FISCALITÉ PLUS ÉQUITABLE | OUI |
| | → COUR DES COMPTES | NON |
| | → CONTRE-PROJET | OUI |
| (VILLE) | → MODE D'ÉLECTION DE L'EXÉCUTIF | OUI |

# REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·trice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez, pas, rejoignez solidaritéS !

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

# LE JOURNAL QUE VOUS TENEZ ENTRE LES MAINS A BESOIN DE VOUS!

Abonnez-vous, offrez des abonnements dans votre entourage et/ou faites un don !
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code


Impressum

**Éditeur**
Journal solidaritéS
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

**Tirage**
5 000 exemplaires
17 n° par an

**Comité éditorial**
Clara Almeida Lozar
Clément Bindschädler
Joseph Daher
Cornelia Hummel
Margaux Lang
Julien Nagel
Pierre Raboud
José Sanchez
Thomas Vachetta

**Relecture**
Nathalie Delbrouck
Clara Fonjallaz
Gaëlle Kovaliv
Marc Leemann

**Couverture**
Niels Wehrspann / DR / Mortaza Shahed

**Maquette et mise en page**
Niels Wehrspann
Aude Martenot
Guy Rouge
Françoise Wos

**Abonnements**
Annuel fr. 80
Étudiant·e·s, chômeurs·euses, AVS/AI… 40
Soutien 150
3 mois à l'essai Gratuit !
▼ Pour payer : CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
**Demandes d'abonnement et changements d'adresse :**
▼ **abos@solidarites.ch**



**Contacts régionaux du mouvement**

**Genève**
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/geneve

**Fribourg/Freiburg**
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch

**Neuchâtel**
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

**Vaud**
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

Vladimir Mulder

Une partie de l'uranium utilisé dans les centrales suisses vient de Russie. Mine d'uranium abandonnée de Lermontovsk.

Écologie National

# AUGMENTER AUSSI L'ÂGE DE LA RETRAITE DES CENTRALES ATOMIQUES?

**Dès que le Conseil fédéral a évoqué l'hypothèse de pénuries d'électricité en Suisse en début d'année, l'UDC a saisi cette occasion pour présenter sa « solution ». La construction de nouvelles centrales nucléaires deviendrait inéluctable. Vraiment ?**

En octobre 2021, le ministre de l'économie Guy Parmelin déclarait que la Suisse pourrait souffrir d'une pénurie d'électricité à partir de 2025 dans le pire des cas, selon un rapport sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité.

Sautant sur l'occasion, l'UDC a tout de suite organisé une opération politique, en attaquant le Parti socialiste et sa ministre Simonetta Sommaruga, ainsi que les Vert·e·s pour leur incompétence en la matière. La nomination d'un « général », comme en temps de guerre, pour s'occuper du dossier était évoquée.

## Fausse solution à plusieurs titres

Pourtant sur un sujet aussi important, l'UDC esquive deux questions majeures. Tout d'abord le coût de construction. En France, un nouvel EPR (réacteurs de 3e génération) est estimé à environ 10 milliards l'unité. Qui financerait les nouvelles centrales exigées par l'UDC ? La Confédération ou des sociétés privées ? Les grands groupes électriques sont restés muets pour l'instant sur le sujet, tout comme l'UDC d'ailleurs. La démagogie populiste est encore à l'œuvre. Le président d'Alpiq déclarait la semaine passée dans la *NZZ* qu'*« il n'y a ni consensus social ni compétences industrielles »* pour la construction de nouvelles centrales et qu'*« aucun fournisseur ne veut en construire, aucune banque ne veut les financer.»*

Les délais de réalisation de nouvelles centrales ne sont pas compatibles avec l'urgence présentée par l'UDC. Le temps de construction dépasse les 10 ans, si aucun retard n'est observé. Même les projets basés sur des réacteurs plus réduits (SMR) ne seront pas réalisés avant 2029–2030, pour autant que leur développement réalise les objectifs espérés. Les centrales de type EPR ont explosé les délais. Pour Framanville (France), le chantier a commencé il y a plus de 13 ans et la centrale n'est pas encore opérationnelle ! Le dépassement des délais de construction s'accompagne aussi d'une explosion des coûts. Estimé au départ à environ 3 milliards d'euros, le coût de ce chantier se monte actuellement à 13 milliards, soit 4 fois plus. La proposition de l'UDC est visiblement irréaliste. Elle ne sert donc qu'à faire diversion. Occuper le terrain pour ne pas débattre du changement énergétique, sujet sur lequel les propositions de la bourgeoisie sont carrément climatocides.

Avec ces orientations, les forces patronales ont réalisé aussi une opération politicienne contre le parti des Vert·e·s et le PSS et sa conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. Mais surtout, elles affirment la priorité d'une production énergétique débarrassée de toute contrainte politique et avec une inversion des priorités. En matière de politique énergétique et climatique, la sécurité de l'approvisionnement doit devenir prioritaire, au détriment de la protection du climat et des intérêts de la protection de la nature et du patrimoine.

## Vive la concurrence ?

Dans ses dernières prises de position, Économiesuisse présente d'autres critiques aux propositions de Simonetta Sommaruga. Justifiant une orientation énergétique ultralibérale, l'association patronale critique le maintien du prélèvement du supplément réseau jusqu'en 2030 et le relèvement de 0,2 centime/kilowattheure.

Elle est aussi favorable à une ouverture complète du marché, c'est-à-dire débarrassée de toute forme de régulation publique, car cela contribue au maintien de la sécurité d'approvisionnement, soulignent les intégristes du marché.

Économiesuisse est plus prudente sur l'avenir du nucléaire. *« Nos centrales nucléaires devraient pouvoir continuer à fonctionner tant qu'elles sont sûres... si les centrales nucléaires peuvent être exploitées de manière rentable et que le problème du stockage final des déchets soit résolu.»* Rappelons qu'il n'y a toujours pas de solution pour ce stockage...

Ainsi, cette menace de pénurie sert d'argument aux partisan·e·s du nucléaire pour prolonger la durée de fonctionnement des installations actuelles. Prévues à l'origine pour fonctionner 20 à 30 ans, beaucoup d'installations de par le monde allongent leur activité. Aux USA, pays possédant le plus grand nombre de centrales encore en activité, l'âge moyen dépasse les 40 ans. La France, où 56 réacteurs tournent actuellement, certaines centrales approchent aussi les 40 ans. Les quatre centrales suisses ont entre 38 et 52 ans.

À l'évidence, plus ce temps d'activité augmente, plus le risque d'un dysfonctionnement grandit. Or, les centrales suisses se trouvent à proximité des grandes villes alémaniques. Un accident majeur verrait des territoires irradiés pour de très longues périodes, poussant leur population à un exode définitif. L'UDC romande exigera-t-elle de construire un mur le long de la Sarine ?

**José Sanchez** ■

Point Prod / Cinema Defacto

Le film *Olga* (Suisse, 2021) raconte le parcours d'une jeune gymnaste ukrainienne réfugiée en Suisse.

National Culture Votations

# POUR PLUS DE CINÉMA ET PLUS D'EMPLOIS

**En octobre 2021, le Parlement a adopté la modification de la Loi fédérale sur le cinéma, proposée par le Conseil fédéral. Celle-ci sera soumise à votation le 15 mai prochain et nécessite notre soutien!**

Ce qu'on appelle la *Lex Netflix* oblige notamment les plateformes de streaming étrangères (Netflix, Disney+, Apple TV etc.) à investir 4 % de leur chiffre d'affaires réalisé en Suisse dans la production de films et de séries suisses. Les chaînes de télévision suisses y sont, par ailleurs, déjà soumises. Cette *obligation d'investir* existe déjà dans une grande partie des pays voisins, à des taux souvent plus élevés (France 26 %, Italie 20 %).

Sans surprise, un comité référendaire s'est rapidement constitué, rassemblant l'UDC, la jeunesse des partis bourgeois ainsi qu'une partie du PLR. Outre l'opposition classique à l'intervention de l'État dans le secteur privé, le comité agite le spectre d'une augmentation du prix des abonnements aux dites plateformes et s'inquiète d'une augmentation de *« productions de niche qui n'intéresseraient personne »*. De plus les cinéastes seraient déjà assez subventionnés par les pouvoirs publics, et selon eux à hauteur de 150 millions de francs par an.

Eric Roset

### Un soutien important pour les productions suisses

*« Faux ! »* répète inlassablement le comité de soutien à la Loi sur le cinéma (composé des partis de gauche, des syndicats et associations professionnelles).

Premièrement, la production cinématographique est actuellement subventionnée, mais à hauteur d'environ 100 millions seulement (à titre d'exemple, en Suisse la production d'une saison d'une série coûte environ 5 millions). Deuxièmement, l'obligation d'investir n'induit pas une augmentation du prix des abonnements aux plateformes : la Suisse paye déjà l'abonnement Netflix le plus cher en comparaison des autres pays soumis à cette obligation. Enfin et surtout, cette modification de la Loi sur le cinéma permettra d'une part un renforcement de la création audiovisuelle suisse et des emplois qui en dépendent (réalisatrices·teurs, actrices·teurs, technicien·ne·s, etc.) et d'une autre part une multiplication de tournages en Suisse, qui bénéficiera aux entreprises locales (hôtellerie, restauration, etc.).

En mai prochain, Voter *oui* à la Loi sur le cinéma, c'est voter *oui* à davantage de magnifiques créations suisses comme *Die göttliche Ordnung (L'Ordre divin)* de Petra Volpe (2017), *No Apologies* de Aladin Dampha, Ebuka Anokwa et Lionel Rupp (2019), ou le récent *Olga* d'Elie Grappe (2021)

**Olive Lapunnet Praline Sandrong** ■

National Santé Votations

# LE CONSENTEMENT PRÉSUMÉ SAUVE DES VIES

**Le 15 mai prochain, les citoyen·ne·x·s suisses devront voter sur l'introduction du consentement présumé au don d'organes.**

La loi soumise au vote vise à soulager le système de santé et à réduire le nombre de patient·e·x·s en liste d'attente de transplantation. Le projet renverserait le système actuel en imposant aux personnes qui s'opposent au don de donner leur refus explicite de leur vivant.

Si la loi est adoptée, une personne éligible au don d'organes qui n'a pas exprimé son refus sera ainsi considérée consentante à ce dernier. Néanmoins, ce consentement présumé est dit au *« sens large »*. Ceci signifie que la famille du donneur·euse·x potentiel·le·x sera contactée quoi qu'il arrive et qu'elle pourra s'opposer au don si la personne avait laissé entendre être défavorable au don d'organes sans toutefois s'enregistrer comme tel auprès des autorités.

L'un des contre-arguments soulevés se résume au fait que si la loi est adoptée, le don d'organes deviendrait de fait une obligation/un devoir. Ce serait oublier que, selon les chiffres de Swissinfo, 80 à 90 % de la population suisse est favorable au don. Voter *oui*, c'est adapter le système à l'écrasante majorité.

Un autre contre-argument avancé souligne que la mesure seule n'est pas satisfaisante puisque les proches seront toujours contacté·e·x·s et que ces dernier·ère·x·s se prononcent, la plupart du temps, défavorables au prélèvement. C'est un point valide à prendre en compte. Les autorités sont tenues de lancer le dialogue sur le don d'organes à large échelle. Informer c'est favoriser la solidarité !

Si ces considérations sont à prendre en compte elles ne sauraient constituer une raison valide de s'opposer à cette loi. Rappelons que la Suisse présente un taux de don d'organes particulièrement faible et que chaque semaine des patient·e·x·s meurent dans l'attente d'une transplantation.

**Clément Bindschaedler** ■

Manifestation des employé·e·s de l'État, Genève, octobre 2020

Genève

# DERRIÈRE L'ARBRE DE MANCY, LA FORÊT D'UN SYSTÈME DYSFONCTIONNEL

**Ces dernières semaines, les médias ont fait état de plusieurs « affaires » concernant des institutions placées sous la responsabilité du Département de l'instruction publique (DIP) de Genève, dont celle, emblématique, du foyer de Mancy.**

Le dévoilement médiatique de la violence dont sont victimes à la fois les résident·e·s et le personnel n'est pas à considérer comme un cas isolé sordide, mais bien comme le produit de dysfonctionnements au sein de l'Office médico-pédagogique (OMP). La fragilité des institutions médico-sociales ne date pas d'hier. Depuis des années, les salarié·e·s ainsi que les personnes concernées et leurs familles demandent davantage de moyens et de vrais choix politiques s'agissant d'enfants et de jeunes à besoins spécifiques.

## Lorsque la gestion prend le pas sur le projet

Le déploiement de la nouvelle gestion publique qui se concentre, comme l'indique son nom, sur la gestion et non sur le projet politique, a des effets délétères sur le fonctionnement des structures d'accueil par le biais d'une activité permanente d'évaluation des prestations et de surveillance budgétaire « par le haut », en totale déconnection du terrain. À cela s'ajoute le manque de places d'accueil qui conduit à ouvrir des lieux en urgence, entassant des jeunes dans des espaces inadaptés et un personnel d'encadrement qui doit « faire avec ».

Ainsi, la violence institutionnelle s'installe durablement dans certaines structures, engendrant un turn-over important et un manque de personnel qualifié. De plus, l'actuel projet de rééquilibrage entre le pôle médical et le pôle pédagogique est voué à l'échec : ce projet n'a bénéficié d'aucun pilotage ni de moyens adaptés, le condamnant à être à la fois incompris et inefficace.

À l'OMP, l'expertise de terrain du personnel mais aussi les besoins et critiques des usagers et usagères sont systématiquement ignorés et, lorsqu'une crise est déclenchée, la seule réponse donnée prend la forme d'une mise à l'écart d'un·e cadre, selon l'ancestrale méthode du fusible.

Il est temps d'accorder les moyens nécessaires à un véritable accueil de qualité. Ces moyens doivent notamment financer, outre l'engagement de personnel qualifié, les formations nécessaires à l'accueil de publics spécifiques, du temps de supervision indispensable, ainsi que la revalorisation salariale des professionnel·le·s de terrain.

## Un projet, des moyens, un changement de gouvernance!

Aussi, nous soutenons la demande de protection votée par les salarié·e·s afin de ne plus être, provisoirement, sous la tutelle du DIP. Nous réclamons la tenue d'assises médico-pédagogiques afin de redéfinir un projet politique conçu et porté par celles et ceux qui sont sur le terrain.

La gouvernance des institutions exerçant des tâches publiques doit être ouverte à l'expression des besoins de la population et des professionnel·le·s, et intégrer systématiquement des représentant·e·s des usagers·ères et du personnel dans leurs instances. Plus largement, nous demandons que cesse la guerre budgétaire qui fait tant de victimes parmi les plus fragiles et parmi celles et ceux qui les accompagnent.

Groupe de travail Social-Santé de solidaritéS Genève. ■

Genève Immigration

# UNE DÉMOCRATIE? GENÈVE PEUT MIEUX FAIRE!

À Genève, plus de 40 % de la population n'a pas la nationalité suisse. Difficile de parler de démocratie quand près de la moitié de la population ne dispose pas de l'usage des droits populaires ! Les personnes directement concernées par l'extension de droits civiques contribuent pourtant par leur travail, leurs impôts et leurs engagements multiples à la vie sociale, culturelle et économique de Genève, tout comme aux systèmes de formation, de santé, de sécurité sociale, de transports, et, globalement, aux services publics. Les exclure des décisions sur des questions les concernant autant que nous toutes et tous s'inscrit dans l'injuste conception d'une démocratie à deux vitesses.

L'initiative « une vie ici, une voix ici » entend supprimer cette fracture et renforcer la démocratie en élargissant aux personnes étrangères – domiciliées dans le canton et ayant leur domicile légal en Suisse depuis 8 ans au moins – le droit de voter, d'élire et d'être élues aux niveaux communal et cantonal, ainsi que de soutenir des initiatives et des référendums.

Ce faisant, elle favorise l'usage des droits populaires et rend les décisions qui en découlent plus représentatives de la diversité de la population. L'initiative « Une vie ici une voix ici » permet d'éviter l'écueil d'une naturalisation toujours plus dificile à obtenir en priorisant la participation citoyenne. L'élargissement des droits politiques n'enlève rien à celles et ceux qui en bénéficient déjà – bien au contraire, il enrichit ces droits et renforce leur cohérence. Une raison parmi d'autres d'y contribuer en signant et en faisant signer cette initiative !

**Jocelyne Haller** ■

Neuchâtel

# VERS UNE FISCALITÉ PLUS ÉQUITABLE!

En 2017, le POP, soutenu par solidaritéS, les Vert·e·s, le PS et les syndicats, dépose une initiative « Pour une fiscalité plus équitable ». Ce texte vise à augmenter de 13,4 millions les ressources de l'État grâce à une augmentation de l'impôt sur les fortunes supérieures à 500 000 francs. Actuellement, l'impôt sur la fortune plafonne au-delà de cette somme. Le texte demande la création d'une tranche supplémentaire allant de 500 000 à 1 million de francs et l'augmentation du coefficient de l'impôt.

**Pour qui?**

L'initiative concerne les contribuables disposant d'une fortune personnelle de plus de 500 000 francs nette (sans hypothèque par exemple). Nous demandons une augmentation de 1,40 francs par tranche de 1000 francs dès 1 million de fortune privée.

Ce ne sont que 7 % des contribuables neuchâtelois qui sont concerné·e·s, celleux qui possèdent les ⅔ de la fortune imposable du canton! Pour un·e contribuable possédant 1 million par exemple, il s'agirait d'une augmentation de 1400 francs par an.

**Pour quoi?**

En cas d'acceptation, ce sont 13,4 millions de recettes supplémentaires pour l'État. Il va sans dire que les pistes pour utiliser cet argent sont nombreuses. La transition écologique que nous devons amorcer de toute urgence coûtera bien davantage (isolation des bâtiments, remplacements des chauffages à énergie fossile, investissements massifs dans les transports publics...), pour ne citer qu'elle.

Il est de notre devoir de prendre les mesures qui s'imposent à l'égard des plus fortuné·e·s pour le bien de toutes et tous. *Oui* à l'initiative fiscale, pour que cet argent profite au plus grand nombre.

**Zoé Bachmann** ■

Vaud Logement

# URGENCE SOCIALE

**Fin avril, deux structures d'accueil destinées aux sans-abris fermeront. Dans une lettre ouverte à Rebecca Ruiz, les acteurs·ices de l'accueil tirent la sonnette d'alarme. Personne ne doit dormir dehors! Dans la foulée, le collectif 43 m² ouvrira un lieu autogéré pour pallier l'urgence.**

Lausanne dispose de 160 places « d'hiver », complétant le dispositif cantonal par deux sites qui fermeront fin avril malgré une fréquentation débordante. Le système sature et ce n'est pas nouveau: ce qui motive au fond l'inaction des autorités c'est une politique raciste et discriminatoire.

Cela fait dix ans au moins que le dispositif est saturé et que les quelques aménagements consentis ne suffisent pas à réduire les risques liés au sans-abrisme, car apparemment, toutes les vies ne se valent pas. Alors à l'aube du problème 10 ans plus tôt, la ville avait répondu en introduisant la réservation obligatoire, permettant de faire le tri des « ayants-droits » et des autres. Pratique pour éviter de justifier l'emploi de deniers publics à destination de personnes sans statut légal.

Le système a pourtant atteint ses limites et le silence de nos responsables politiques face à l'urgence d'augmenter les places à l'année n'est pas nouvelle. Si le discours officiel a évolué c'est au fond la même soupe: sur ces places indispensables aussi l'été il faudrait encore « examiner les besoins », autrement dit, pas question de mettre sur un pied d'égalité les ayants-droits jouissant de critères d'intégration à celleux qui ne sont finalement que des viennent-ensuite. À noter que pour ces premiers·ères la sortie de rue n'est pas aisée, faute de réelles solutions de relogement qui permettrait de désengorger les lieux d'accueil.

Le canton finance donc une offre insuffisante. À Lausanne ce dispositif est administré par la ville qui ne semble pas prompte à mettre fin à la logique saisonnière. Bien qu'elle ne manque pas d'arguments pour ce faire: les statistiques de fréquentations étant en sa possession. La ville fait « sa » part sans volonté d'investir plus pour répondre à l'urgence soulevée par les acteurs·ices de l'accueil nocturne. Un projet de financement à même d'y répondre dignement a-t-il seulement été adressé par la ville à la conseillère d'État? Rien n'est moins sûr, car difficile d'en faire plus au risque de justifier l'existence dans nos rues de personnes qui n'ont rien à faire sur le sol helvétique selon la doxa raciste de nos institutions. Un projet trop ambitieux pour la gauche de gouvernement?

Il n'y a rien à attendre de décideurs·euses sourd·e·s et muet·te·s face aux revendications du terrain: le rapport de force qu'il est possible d'engager aujourd'hui aux cotés des bénéficiaires et des travailleureuses changera la donne. Mobilisons-nous sans réserve aux côtés du collectif 43 m²!

**Nicolas Mercier** ■

Installation lors de la fermeture du Répit, structure d'accueil hivernal soutenue par la Ville de Lausanne, mai 2021

Rassemblement en faveur de la syndicalisation dans un deuxième entrepôt de Staten Island, 26 avril 2022

Monde du travail

## VICTOIRE DES SYNDICATS CHEZ AMAZON

# LA NÉCESSITÉ D'UN SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE

**Les travailleurs·euses d'Amazon à New York ont remporté une victoire sans précédent. Menés par un syndicat indépendant et combatif, l'Amazon Labor Union (ALU), ils·elles ont remporté un vote pour la reconnaissance de leur syndicat dans un entrepôt de Staten Island.**

Ils et elles ont inspiré les travailleurs·euses de tout le pays et ont donné des frissons au patron d'Amazon, Jeff Bezos, et au reste des baron·ne·s voleurs·euses des temps modernes qui dirigent le capitalisme américain. Bezos et ses sbires avaient traité l'ALU et son président par intérim, Chris Smalls, avec mépris et racisme, le décrivant comme *« ni intelligent ni éloquent »* et le qualifiaient, lui et son équipe d'organisateurs·trices, de « criminel·le·s ».

Assuré que la campagne de syndicalisation se terminerait par une défaite, Bezos est retourné à ses préoccupations nombrilistes concernant les voyages dans l'espace. En annonçant la victoire du syndicat, Smalls a déclaré : *« Nous voulons remercier Jeff Bezos d'être allé dans l'espace, car lorsqu'il était là-haut, nous faisions syndicaliser des gens. »*

L'ALU a gagné en utilisant des stratégies de lutte de classe, abandonnées depuis longtemps par les syndicats bureaucratisés des États-Unis. Il a organisé des réunions dans les parkings et aux arrêts de bus, et est devenu la tribune pour toutes les plaintes des travailleurs·euses contre leurs patron·ne·s. Cette victoire a été remportée par des travailleurs·euses organisant par le bas d'autres travailleurs·euses, indépendamment de tout syndicat national.

Cette victoire a encouragé des efforts de syndicalisation similaires dans d'autres entrepôts d'Amazon, ainsi que chez Starbucks, Apple et Google. Le succès de ces luttes pour la reconnaissance syndicale et, plus important encore, l'amélioration des salaires, des avantages sociaux et des conditions de travail dans leurs premiers contrats dépendront de ce que feront les syndicalistes de la base, les syndicats et les socialistes dans les mois à venir.

### Contre-offensive réactionnaire des patrons

Amazon a déjà lancé sa contre-offensive. La multinationale a fait échouer une deuxième tentative de syndicalisation de l'entrepôt Amazon de Bessemer, en Alabama, a lancé une contestation judiciaire contre la victoire de l'ALU à Staten Island et redouble sa propagande antisyndicale et ses manœuvres d'intimidation pour empêcher toute action dans d'autres entrepôts.

Les patron·ne·s sont déterminé·e·s à maintenir les travailleurs·euses éparpillé·e·s. Seuls 10,3 % des travailleurs·euses sont syndiqué·e·s et à peine 7 % dans le secteur privé, avec peu ou pas d'organisation dans les États dits du « droit au travail » dans lesquels des lois interdisent les accords syndicaux entre employeurs·euses et syndicats, en particulier dans le Sud du pays.

La classe dirigeante étasunienne, les républicains et les démocrates ont imposé ces conditions par le biais d'une guerre de classe implacable depuis la fin des années 1970. En conséquence, les États-Unis ont développé des inégalités de classe et sociales les plus profondes de tous les États capitalistes avancés.

Ces conditions ont produit des explosions épisodiques de lutte sociale et de classe, allant de Occupy à Black Lives Matter, en passant par des grèves d'enseignant·e·s et d'infirmiers·ères, et des expressions politiques de ce militantisme explosif dans les campagnes de Bernie Sanders, et de nouvelles séries de luttes de travailleurs·euses essentiel·le·s au milieu de la pandémie. Mais ces explosions n'ont pas encore permis de construire de nouvelles organisations, de nouveaux syndicats et de créer un élan durable à la hauteur de la tâche consistant à inverser la guerre sociale et de classe unilatérale contre les travailleurs·euses et les opprimé·e·s.

### Pour un syndicalisme démocratique et combatif

Néanmoins, les conditions sont aujourd'hui réunies pour que les travailleurs·euses tirent parti de la victoire d'Amazon. Les travailleurs·euses non syndiqué·e·s, inspiré·e·s par la victoire chez Amazon, pourraient lancer des campagnes encore plus importantes chez Starbucks et Apple, et les travailleurs·euses syndiqué·e·s auront peut-être à faire grève pour obtenir de meilleurs contrats. Mais, pour que ce potentiel se réalise, les syndicats, les militant·e·s de la classe ouvrière, et la gauche socialiste devront rompre avec les stratégies ratées du syndicalisme d'affaires.

Nous devons reconstruire le syndicalisme de lutte de classe en mettant l'accent sur l'organisation de la base, la démocratie syndicale, la solidarité contre toutes les divisions, les tactiques militantes comme la grève, même si elle enfreint la loi, et l'indépendance vis-à-vis des deux partis du capital. Le syndicalisme de lutte de classe sera nécessaire pour saisir l'opportunité de ce moment et reconstruire le mouvement ouvrier.

**Ashley Smith**
membre des Democratic Socialists of America et de Tempest Collective.

■

# «TOUT S'ÉCROULE. C'EST À CAUSE DE L'AGRESSION DE POUTINE»

**Il a été ouvrier d'usine, il est ensuite devenu professeur d'histoire. Il est maintenant à Genève en tant que syndicaliste. À la chute de l'Union soviétique, Kirill Buketov (52 ans) a participé à la création de syndicats indépendants en Russie. Il y avait une ambiance de renouveau et d'espoir. Mais aujourd'hui, il déclare : *« Tous les acquis de la civilisation tombent en morceaux »*. Entretien.**

Le syndicat FNPR a organisé il s'arrêtera le 1er mai à Mosc

**Vous faites partie de cette partie de la Russie qui s'oppose activement à la guerre. Qu'est-ce que cela vous fait quand l'ambassadeur ukrainien en Allemagne dit : *« Tous les Russes sont désormais nos ennemis »* ?** Cela fait mal. Aujourd'hui, tou·te·s les Russes sentent que toute notre culture et tous les acquis de notre civilisation s'effondrent. Tout s'écroule. À cause de l'agression de Poutine ! C'est terrible de devoir assister à cela. Mais je comprends parfaitement la colère des Ukrainien·ne·s. Et pourtant, nous ne pourrons arrêter cette guerre qu'ensemble.

**Vous étiez au départ professeur d'histoire. Comment expliquez-vous cette guerre ?** C'est typiquement la réaction d'un empire colonial qui tombe en morceaux. Tout empire répond par la violence lorsque ses colonies cherchent à se libérer. Prenez la guerre d'Algérie de la France. Ou la guerre de la Grande-Bretagne contre le mouvement d'indépendance indien – deux réponses violentes à la volonté d'autodétermination. Et malheureusement, les guerres impérialistes ont toujours commencé par bénéficier d'un soutien important parmi la population des empires coloniaux.

**Vous vous attendiez donc à une guerre ?** Non, ce scénario me semblait tout simplement trop terrible. Presque personne ne l'a vu venir. Mais quelqu'un avait prédit la guerre dès 2014 : Boris Nemtsov, le dirigeant de l'opposition qui a été à la tête des manifestations pacifistes de 2014. En Russie à l'époque, des millions de personnes ont protesté contre l'annexion de la Crimée et l'intervention camouflée dans le Donbass. Les rues étaient pleines de drapeaux ukrainiens. Puis ils ont fait assassiner Nemtsov en pleine rue.

Des empoisonnements d'opposant·e·s ont suivi, des organisations non gouvernementales ont été poursuivies en tant qu'*« agent·e·s étrangers·ères »*, des médias indépendants ont été harcelés, des critiques du système contraints à l'exil, des prisonniers·pres politiques torturé·e·s. Dernièrement, l'État a même interdit l'organisation de défense des droits de l'homme de renommée mondiale Memorial. L'invasion de l'Ukraine a suivi deux semaines plus tard.

**Ce que nous ne comprenons pas : pourquoi la grande fédération syndicale russe FNPR soutient-elle l'attaque contre l'Ukraine ?** Parce que la fédération est partie intégrante du projet impérial de Poutine ! Toutes les manifestations de masse dont le Kremlin a besoin pour sa propagande sont organisées par la FNPR. Parfois, le parti au pouvoir Russie unie, dont tous les dirigeants du FNPR sont aujourd'hui membres, apporte encore son aide. En 2012, Poutine a remercié pour ces services en se rendant au défilé syndical moscovite du 1er mai.

**Mais les syndicats n'ont rien à gagner de la guerre !** Bien sûr que non, la population travailleuse russe en subit déjà les conséquences économiques. Et cela va encore s'aggraver.

**La FNPR est donc corrompue ?** Oui, et ce depuis 2008. Alors les ouvriers·ères des usines Ford près de Saint-Pétersbourg avaient fait grève. C'était le premier grand mouvement de grève pour des augmentations de salaire après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Et ce fut une réussite ! C'est la raison pour laquelle une période de répression s'est ouverte. L'État voulait remettre les syndicats sous son contrôle.

Des attentats ont été perpétrés contre des dirigeant·e·s de grèves, les services secrets s'en sont pris à des syndicats, si bien que le chef de la FNPR, Michael Chmakov a passé un marché : les responsables du syndicat devaient désormais s'efforcer d'empêcher les grèves. En contrepartie, ils ont probablement obtenu un accès facilité aux lieux de travail pour recruter des membres. Mais ce n'est pas juste le fait que la FNPR est vendue. Chmakov et d'autres sont personnellement convaincu·e·s que la guerre contre l'Ukraine est juste.

**Pourquoi en êtes-vous si sûr ?** Les déclarations de Chmakov sont de plus en plus fanatiques. Récemment, j'ai parlé avec un ami du DGB [syndicat allemand], il en était passablement choqué. Car il venait de téléphoner à Chmakov. Il voulait le convaincre que les syndicats ne pouvaient pas soutenir des guerres. Et que la FNPR devait au moins prendre position pour un cessez-le-feu. « Pas question ! » aurait alors crié Chmakov dans le combiné.

**Et c'est pour ce même Chmakov que vous avez travaillé autrefois ?** Dans les syndicats russes, au début des années 1990, un processus de renouvellement s'est engagé. De nombreuses personnes voulaient remplacer les bureaucraties sclérosées de l'époque soviétique par des structures démocratiques. Le leader de ce mouvement de réforme était justement Michael Chmakov. Il avait vraiment une grande force de persuasion et était considéré, à l'Ouest aussi, comme le grand espoir.

En 1993, il est devenu président de la FNPR. À l'époque, j'avais déjà participé à la création du réseau d'information syndical indépendant KAS-KOR. Nous avons ainsi réussi à contrecarrer la désinformation étatique contre les grandes grèves de mineurs. Cela a plu à Chmakov et il m'a fait venir en 1994 au journal de la fédération *Solidarnost*.

un grand rallye automobile « Pour un monde sans nazisme ! » en soutien à la guerre. Parti de Vladivostock, ou et se terminera le 9 mai à Volgograd. Novossibirsk, Sibérie, 23 avril 2022.

**Aujourd'hui, ce journal fait de la propagande de guerre…** À l'époque, c'était encore un journal progressiste ! Et pour la liberté d'expression, ce fut la meilleure époque qu'on ait connue. Avec notre orientation, j'ai fait passer le tirage de 1000 à 30 000 exemplaires en trois ans.

**Vous avez donc dû partir de presque rien ?** Il n'y avait plus de tradition syndicale du tout ! Le stalinisme avait éliminé le mouvement syndical – physiquement. Lorsque, jeune maçon, j'ai participé au nouveau mouvement ouvrier à l'époque de la *perestroïka* [processus de « restructuration » à partir de 1986 sous Mikhaïl Gorbatchev, réd.], nous n'avons trouvé aucun ancien syndicaliste qui aurait pu nous transmettre son expérience. Il n'en était d'ailleurs pas de même dans les autres pays du bloc de l'Est. Une certaine tradition y avait survécu.

**Déjà à l'époque, de nombreux·euses salarié·e·s se méfiaient manifestement de la FNPR. Pourquoi ?** La FNPR était l'héritière des organisations soviétiques qui encadraient les travailleurs. Il ne s'agissait ni d'organisations représentatives ni d'organisations démocratiques, donc pas de véritables syndicats. C'étaient plutôt des appareils tournés vers la distribution de services sociaux et d'aides financières, pour empêcher leurs membres de mourir de faim. En même temps, ces organisations avaient une fonction de contrôle idéologique. Elles devaient empêcher toute initiative indépendante des travailleurs·euses.

La FNPR a entrepris de réformer ces structures, mais s'est heurté en maints endroits à la résistance des privilégié·e·s qui y trouvaient leur compte. Certain·e·s travailleurs·euses, en particulier parmi les marins, les mineurs et les ouvriers·ères des transports, ne croyaient donc pas à cette entreprise de réforme. Ils souhaitaient certes le succès de Chmakov, mais préféraient fonder leurs propres syndicats.

**Vous voulez parler des syndicats de la Confédération du travail de Russie (KTR), l'organisation qui s'oppose aujourd'hui courageusement à la guerre ?** Exactement. Mais ces syndicats sont restés longtemps divisés. Il y avait d'une part la Confédération du travail de Russie et d'autre part la Confédération panrusse du travail. C'était très confus. Ce n'est que sous l'effet de la répression croissante que les fédérations ont fusionné en 2009. Aujourd'hui, de nombreux membres de la KTR sont soumis à une forte pression. Récemment, par exemple, 5000 enseignant·e·s ont déclaré publiquement qu'ils·elles ne voulaient pas faire de propagande de guerre dans leurs écoles. Ils sont désormais confrontés à une répression violente.

**Et la FNPR se contente de regarder ailleurs ?** Bien au contraire. Les syndicats indépendants sont depuis longtemps une épine dans le pied du FNPR. C'est pourquoi Chmakov a donné pour consigne à ses hommes de prendre les postes de direction dans les fédérations syndicales internationales. Ils devraient ainsi bloquer toutes les demandes d'adhésion des fédérations indépendantes. Le fait que les vrais syndicats aient désormais des problèmes est donc tout à fait dans son intérêt.

Propos recueillis par Jonas Komposch pour *Work*, 14 avril 2022. Traduction par Pierre Vandevoorde pour *l'Anticapitaliste*. Adaptation par la rédaction.

## CHEMINOT·E·S BIÉLORUSSES EN ACTION

Au lendemain de l'agression russe contre l'Ukraine, le comité exécutif du Congrès des syndicats démocratiques de la Biélorussie déclarait : *« Nous tenons à vous assurer, chers Ukrainiens, que la grande majorité des Biélorusses, y compris les travailleurs, condamnent les actions irréfléchies du régime biélorusse actuel qui tolère l'agression russe contre l'Ukraine. Nous exigeons l'arrêt immédiat des hostilités et le retrait des troupes russes d'Ukraine, ainsi que de Biélorussie. »*

Il ne faut jamais prendre à la légère une déclaration syndicale. Surtout en temps de guerre. La logistique militaire russe et la direction des chemins de fer biélorusses allaient l'apprendre à leurs dépens.

Début mars, des cheminot·e·s rapportent que les transports ferroviaires de matériel militaire russe et des munitions ont alors cessé de traverser la Biélorussie en raison des nombreux sabotages.Devant l'ampleur du phénomène, l'agence russe TASS annonce que le procureur général de Biélorussie a ouvert une enquête pénale sur ce qu'il appelle des *« actes de terrorisme perpétrés par un groupe organisé contre l'infrastructure du chemin de fer »* biélorusse. Il reconnaît que des installations de signalisation et autres matériels de transport ont été rendus *« inutilisables »*. Les cheminot·e·s arrêté·e·s risquent jusqu'à quinze ans de prison. En dépit des menaces, les sabotages continuent.

Quelques semaines plus tard, au moins 40 employé·e·s des chemins de fer sont aux mains du KGB biélorusse selon le site biélorusse *Zerkalo* (30 mars 2022). En outre, quatre autres cheminots dont un conducteur de train sont détenus à Gomel, dont au moins un a été placé dans le centre de détention provisoire du KGB. Tous auraient été abonnés à la chaîne cryptée « Communauté des cheminots de Biélorussie », qui est dénoncée comme une formation extrémiste.

**Patrick Le Tréhondat**. Paru dans *l'Anticapitaliste* nº 611 (14 avril 2022). Adapté par la rédaction. ■

Écologie National En mouvement

# DE L'INITIATIVE POPULAIRE VERS UN MOUVEMENT POPULAIRE

**AG!SSONS est un appel « pour un plan d'urgence démocratique, écologique et social » qui vient d'être lancé. Entretien avec l'un de ses co-initiateurs·rices, Steven Tamburini.**

Comment définis-tu AG!SSONS ? C'est une plateforme d'actions citoyennes qui vise à lancer des vagues d'initiatives populaires (plusieurs en même temps) et à rassembler un maximum de citoyen·ne·s inquiet·e·s face aux enjeux démocratiques, écologiques et sociaux – qui devraient selon nous être les trois thématiques principales dans l'espace politique et médiatique aujourd'hui.

Quel est le processus qui a amené à ce projet ? Nous avons eu des discussions notamment avec diverses personnes dont la majorité ont arrêté ou presque de militer, qui ne se sentaient plus à l'aise dans leur espace militant. Il y avait la volonté de construire un outil qui ne soit pas en compétition avec les organisations de lutte mais complémentaire. Un outil dont elles pourraient se saisir.

Nous voulions sortir du paradigme du *mobilizing* (la mobilisation comme finalité). Nous voulions pouvoir grandir, accumuler des forces et ne pas s'effondrer. Nous nous sommes inspiré·e·s d'expériences populaires et massives, par exemple l'opposition au pipeline Keystone XL ou à l'Union populaire. Leur point commun et élément clef est le primat du travail d'organisation sur la mobilisation. Les deux choses ne sont certes pas contradictoires, mais la deuxième doit être au service et s'appuyer sur la première. Cela permet à chacun·e de s'investir sur le long terme. Selon nous, l'un des champs qui le permet est celui des initiatives populaires.

Comment êtes-vous organisé·e·s ? Nous nous organisons autour de trois pôles : politique (donner les orientations), communication (réseaux sociaux, presse, etc.) et actions (en lien avec toutes les organisations et avec la grande majorité des gens). Il y a un secrétariat constitué des responsables des pôles qui planifie et coordonne la stratégie qui, à l'avenir, sera définie par des assemblées générales.

Nous pensons que l'orientation stratégique ne peut pas être discutée tout le temps. Comme le disait un organisateur de la campagne de Bernie Sanders : *« Le plan est centralisé, le travail est distribué »*. Le but est de partager les activités et de permettre à tout le monde de prendre des tâches sans que la structure ne s'effondre. Nous pensons que les gens doivent passer à l'action rapidement sans quoi ils arrêtent de militer et entrent dans un découragement profond. Nous voulons nous implanter en Romandie mais aussi en Suisse alémanique et au Tessin.

Quels enjeux politiques voulez-vous traiter avec vos initiatives ? Le slogan d'AG!SSONS est « Décidons ensemble : produisons moins et partageons mieux », ce qui donne un horizon assez clair. Pour avoir une bifurcation écologique, il faut réduire nos productions, partager mieux les richesses et les savoirs.

Plus concrètement, notre vision comporte trois piliers. Premièrement, il faut une triple démocratie : au niveau politique, économique (production, organisation sur les lieux de travail) et territorial. Deuxièmement, la planification écologique : comment vivre mieux dans les limites planétaires tout en construisant d'autres modes de vie; définir les besoins de base de la population et comment les satisfaire par des services universels de base; reconnaissance de nouveaux droits pour les humains et non-humains autour de la valeur du soin.

Troisièmement, la solidarité internationale pour lutter contre le discours de la classe dirigeante qui affirme que la Suisse ne pèse presque rien en termes de destruction environnementale; lutte pour un partage de l'information (techniques, brevets...) et contre son appropriation; lutter pour la libre circulation des personnes. Nous voulons montrer comment ces trois piliers sont toujours liés.

La majorité des initiatives progressistes échouent. Récemment, les initiatives phytos, pour la souveraineté alimentaire, pour des multinationales responsables. Pourquoi avoir alors choisi l'initiative populaire comme outil ? Certaines initiatives sont aussi passées (soins infirmiers, tabac, multinationales responsables ont obtenu la majorité du peuple). Les initiatives ne sont pas une finalité pour nous. Elles sont un moyen d'organiser les gens autour d'enjeux concrets et de visibiliser ceux-ci. La manière de mener l'initiative peut être variable. On peut réunir des gens très divers sur des propositions très concrètes à partir de leurs situations respectives et des intérêts communs. Nous reconnaissons que lorsqu'il faudra implémenter des initiatives que nous aurions réussi à faire passer, un rapport de force énorme sera nécessaire pour faire avancer les choses.

Propos recueillis par **Guillaume Matthey** ■

**Appel à signer → agissons-ch.org**

Remise de l'initiative des glaciers, Berne, 28 novembre 2019

Féminisme Ukraine

# LE VIOL COMME ARME DE GUERRE

**Le viol est utilisé comme arme de guerre dans le cadre de l'invasion impérialiste de l'Ukraine par la Russie. Face à cette violence extrême, nous devons construire une solidarité féministe internationaliste et anti-autoritaire.**

Depuis le début de l'invasion impérialiste du gouvernement russe en Ukraine le 24 février dernier, des témoignages se succèdent pour rapporter des pratiques de destruction de villes et de mises à mort de civil·e·s par les troupes russes. Le 6 avril, une psychologue établie à Boutcha, une ville au nord-ouest de Kiev qui a été le lieu de nombreuses exactions par l'armée russe, a décidé de témoigner publiquement pour la première fois de l'usage du viol comme arme de guerre par des soldats russes sur la population civile ukrainienne, principalement sur des femmes et des enfants.

### Face au viol coordonné comme dispositif d'une guerre impérialiste…

L'usage du viol comme dispositif venant s'intégrer à un ensemble de pratiques militaires et guerrières est reconnu depuis le début des années 1990. Cette pratique systémique de viols répétés, parfois collectifs, par les soldats d'une armée sur les femmes et les enfants de la population, ou de l'ethnie, considérée comme ennemie a en effet été largement documentée dans le cadre de la guerre entre la Serbie et la Bosnie, du fait des soldats serbes.

Elle s'accompagne alors d'une volonté de purification ethnique: de nombreuses femmes victimes de ces viols répétés tombent enceintes de leur(s) agresseur(s), qui les retiennent séquestrées pour les empêcher de mettre un terme à cette grossesse. Elle permet aussi de renforcer, parallèlement, le sentiment d'appartenance à un groupe pour les hommes qui les commettent. Nombre de ces viols sont des viols collectifs, qui prennent alors une fonction de socialisation collective par la violence.

Ces actes de violence sexuelle sont considérés comme des pratiques de l'arsenal guerrier en tant que tels, et non pas comme des sous-produits « accidentels » de la guerre. Ils sont issus d'une volonté coordonnée de la part de la hiérarchie militaire de venir par ce biais porter atteinte à la population « adverse » jusque dans son corps, physique et social. Les viols sont souvent commis en public, devant la famille ou les proches des victimes. Dans le cas de l'agression russe, plusieurs indices semblent indiquer que ces actes sont issus d'ordres directs du gouvernement russe adressés aux soldats (voir le podcast quotidien sur la guerre de *France culture* du 6 avril).

Les actes de violences sexuelles rapportés de Boutcha, qui ne sont probablement que la pointe de l'iceberg, s'inscrivent dans le narratif du viol comme arme de guerre. Une jeune fille de 14 ans aurait ainsi été violée par plusieurs soldats russes juste devant l'entrée de sa maison. Un enfant de 11 ans a été violé par deux hommes sous les yeux de sa mère. Deux femmes ont subi des viols à répétition par plusieurs hommes qui s'étaient établis dans leur maison et les avaient séquestrées.

### et patriarcale…

Nous savons que les femmes, les minorités de genre ou les personnes non-blanches sont victime·x·s des conflits armés d'une manière spécifique, propre aux oppressions systémiques qui les touchent. L'usage coordonné et répété du viol de femmes et d'enfants dans le cadre de l'invasion de l'Ukraine, par des forces armées contrôlées par un homme, qui gouverne un pays impérialiste depuis plus de 20 ans, et qui incarne de bien des manières une masculinité dominante et violente, est ainsi un exemple du caractère patriarcal des conflits armés.

### …la solidarité féministe internationaliste!

Face à ces crimes de guerre, nous devons impérativement travailler à construire une solidarité féministe internationaliste. Elle passe par le soutien à l'auto-défense armée de la population ukrainienne, et notamment des femmes et des minorités de genre, par l'exigence que ces viols soient reconnus comme des crimes de guerre et pour qu'un soutien matériel et psychique soit apporté à toutes les victimes.

Elle doit aussi passer par une réflexion approfondie, au sein de nos collectifs féministes et de nos organisations politiques, sur la manière dont la violence de genre se déploie de manière spécifique et structurante dans le contexte mondial actuel d'une montée du néolibéralisme autoritaire et des projets de droite fascisante. C'est le cas lors d'invasions impérialistes armées mais aussi dans celui d'extractions impérialistes de matières premières par des multinationales dans des pays de la périphérie des centres d'accumulation capitalistes, où les femmes qui résistent à l'expropriation de leur terre sont, elles aussi, fréquemment victimes de violences sexuelles.

Dans le cadre de la lutte contre ces violences de genre, nous devons absolument chercher à dépasser les seules demandes à l'encontre d'institutions nationales et internationales qui participent à produire et à consolider cette offensive néolibérale qui fait le lit de l'extrême droite. Nous devons construire une riposte féministe autonome et auto-organisée.

**Noémie Rentsch** ■

Maison bombardée à Bervytsya, près de Kiev

Police Nationale d'Ukraine

Dave Decker

« Cette loi va tuer des enfants ». Pride 2022 à Tampa, Floride

Queer International

# NE DITES PAS «GAY»

**Une nouvelle loi foncièrement homophobe et transphobe a été acceptée dans les écoles de Floride. Que faire de ce retour en force des conservateurs sur des questions que l'on pensait largement dépassées ?**

Le 14 octobre 1977, Anita Bryant, ancienne Miss Oklahoma et chanteuse, était invitée à Des Moines pour parler de son sujet de prédilection : la prétendue destruction de la société par les homosexuels. Comme elle l'a dit : *« ce que ces* [homosexuels] *veulent vraiment, caché derrière d'obscures phrases légales, c'est le droit de montrer à nos enfants qu'un mode de vie tel que le leur est une alternative acceptable, je mènerai une croisade telle que ce pays n'en a jamais vue pour stopper cela »*. Mais ce n'est pas un tonnerre d'applaudissements qu'elle reçoit ce jour-là. Un activiste gay lui envoie une tarte en plein visage et elle fond en larmes, sans savoir encore qu'un an plus tard sa « carrière » serait pour ainsi dire terminée dans une obscurité médiatique totale de laquelle elle n'est toujours pas sortie.

## Cibles et discours similaires

Si Anita Bryant n'est pas revenue sur le devant de la scène depuis, ses idées en revanche ont repris du poil de la bête. Acceptée début avril 2022, HB 322 est une loi de l'État de Floride qui interdit aux écoles pour enfants de moins de 12 ans de discuter d'orientation sexuelle et d'identité de genre.

La loi, intentionnellement vague, pourrait interdire même aux professeur·e·s de mentionner qu'un·e enfant est issu·e d'une famille homoparentale ou de répondre à de simples questions sur le sujet. Malgré une énorme mobilisation face à cette loi surnommée *« Don't Say Gay »* (« Ne dites pas gay »), cela n'a pas été suffisant pour l'empêcher d'être adoptée.

Mais la Floride n'est que la pointe de l'iceberg : au moins vingt États étasuniens ont approuvé ou sont en train d'étudier des législatures similaires. Comment expliquer le renouveau des législations anti-LGBTQIA+ dans un pays soi-disant acceptant ? Un terreau fertile et une cible redéfinie.

## *« Grooming »*

Les arguments ne sont pas nouveaux : la secrétaire de presse du gouverneur de Floride avance sur Twitter que la loi appelée *Don't Say Gay* par les libéraux serait en fait une loi « anti-*grooming* ». Le *grooming* décrit les actions d'adultes pour rendre vulnérables des enfants à des abus sexuels. C'est un terme fort qui rappelle l'homophobie classique des soi-disant « gays pédophiles » qui chercheraient à convertir des jeunes.

Ainsi les républicains reprennent un argumentaire que l'on pensait à moitié enterré depuis les années 90 mais qui a bien son utilité : si une opposition est faite à la loi, on peut fallacieusement accuser la personne de vouloir parler de sexe à des enfants pour des motifs néfarieux.

Mais la question du *grooming* n'est pas réapparue par hasard. Le populisme de Donald Trump – qui a emballé les théories conspirationnistes avec par exemple QAnon – a permis de relancer de nouvelles paniques autour de la sexualité. Dans les franges les plus extrêmes de l'extrême-droite, on croit à de supposées cabales de haut·e·s dirigeant·e·s démocrates qui formeraient des sectes sexuelles où des enfants seraient violés.

De base antisémite, le conspirationnisme a été utilisé par la droite dure étasunienne pour courter son électorat le plus extrême. En effet, de nombreux·se·s politicien·ne·s étasunien·e·s ont intégré des références à QAnon dans leurs discours, et certains éléments de langage comme le *grooming* sont couramment utilisés sur Fox News et par les Républicain·e·s.

Ces nouvelles paniques sexuelles permettent donc de justifier les lois les plus réactionnaires. Comme l'écrit le magazine *VOX* : *« De plus en plus, les conservateurs semblent aussi utiliser le terme* grooming *pour signifier de manière générale une indoctrination par la gauche* [des enfants]. *Cette idée suggère qu'éduquer les enfants sur certains sujets politiques comme la lutte pour l'égalité gay et trans* [...] *est autant dangereux, ou même similaire, que leur* grooming *en tant que victimes de pédophiles ou de victimes d'une secte sexuelle internationale.»*

## Le spectre de la transphobie

Pendant un certain temps, les sujets gays n'étaient plus une cible privilégiée des milieux de droite à cause des attitudes changeantes et de l'acceptation du mariage pour tou·te·s. Néanmoins les réactionnaires ont toujours besoin de nourrir des paniques morales autour de la sexualité, c'est une caution pour signifier la dégénérescence supposée de notre société et affirmer un retour à des valeurs traditionnelles. La cible s'est donc portée sur les personnes trans et ce sont des pans politiques entiers qui ont soit directement attaqué les personnes trans, soit ont fait le jeu de la transphobie en laissant des opinions mortifères proliférer jusqu'à nos milieux.

La transphobie se nourrit pourtant du même système que l'homophobie et si elle n'est pas combattue, c'est l'entier des personnes LGBTQIA+ qui finit par être attaqué. Des tartes se perdent.

**Seb Zürcher** ■

International France

# À GAUCHE, DU NOUVEAU ?

**La France a rejoué le scénario de 2017, avec une victoire confortable du président sortant Emmanuel Macron. Le pire, l'élection de Marine Le Pen, n'est pas advenu. Et les résultats du premier tour permettent de nourrir quelques espoirs de reconstruction à gauche.**

58 %. C'est 8 % de moins qu'en 2017. Avec une abstention record (28 %), le moins qu'on puisse dire est que la victoire de Macron, avec le deuxième plus faible pourcentage d'inscrits de la Ve République, n'a rien de glorieux. Dans le même temps, l'extrême droite raciste a réuni plus de 13 millions de voix. L'idée qu'elle puisse accéder au pouvoir se banalise, avec la bénédiction des médias – et de la bourgeoisie, ravie d'ériger son candidat en pompier d'un incendie qu'il ne cesse d'entretenir.

L'essentiel s'est joué le 10 avril, lorsqu'un peu plus de 400 000 voix (0,8 % du corps électoral) ont manqué à Jean-Luc Mélenchon pour doubler Marine Le Pen et rallier le second tour. Malgré une belle progression par rapport à il y a cinq ans, le candidat de la France insoumise (LFI) n'a pu empêcher un *remake* de 2017. Il a fallu encore une fois « choisir » entre l'extrême droite et Macron.

Lors du précédent scrutin, celui-ci avait la partie facile. Ancien ministre de François Hollande, opposé au premier tour à un « vrai » candidat de droite (François Fillon), il pouvait se poser en rassembleur, au centre d'un échiquier politique français en recomposition. Et l'électorat de gauche pouvait, sans (trop) hésiter, opter pour le moindre mal au second tour.

## Pire que Macron

Rien de tel en 2022. Destruction de l'éducation et de la santé publiques, guerre contre les pauvres et les précaires, politique sécuritaire, raciste et anti-immigration, restriction des libertés… Macron a appliqué les recettes héritées du thatchérisme plus vite et plus fort que ses prédécesseurs. Dans l'un des pays d'Europe où l'État-providence avait le moins mal résisté aux assauts du néolibéralisme, il a mené une offensive dont Chirac ou Sarkozy n'auraient pas osé rêver.

De fait, le président sortant a mobilisé à droite au premier tour. Il a cédé du terrain à Mélenchon dans les grandes villes mais a progressé dans les quartiers riches et chez les retraité·e·s (43 % de son électorat !). La déroute de Valérie Pécresse confirme que la politique du dernier quinquennat a convaincu le bloc bourgeois.

De quoi nourrir les doutes d'un électorat de gauche se demandant s'il est possible de faire pire. Au point qu'on a vu émerger dans les rangs de la gauche, entre le 10 et le 24 avril, des appels à l'abstention, au vote blanc… voire au vote Le Pen.

Or il est *évidemment* possible de faire pire. Au-delà des conséquences symboliques qu'aurait eues son élection, Le Pen défend un programme d'une violence inouïe : présomption de légitime défense des policiers, restrictions du droit d'asile, assaut contre les droits des minorités sexuelles, accélération de l'offensive antimusulmane, mise au pas idéologique de l'éducation, restrictions des libertés syndicales, baisse des cotisations sociales… l'arrivée de Le Pen au pouvoir aurait garanti des régressions autrement graves que celles promises par le quinquennat à venir.

## Vivement le troisième tour ?

Dans ce contexte, une pâle éclaircie vient de la reconfiguration de la gauche. Certes les candidatures d'extrême-droite ont réuni trois millions de voix supplémentaires, certes l'abstention a grimpé de 3,6 %, mais Mélenchon a gagné 1,5 million de suffrages par rapport à 2017. Et le candidat de LFI s'est imposé dans les quartiers populaires des grandes villes : il y a convaincu des populations issues de l'immigration, touchées par un chômage endémique, stigmatisées par l'essentiel du personnel politique et acquises depuis longtemps à l'abstention.

Aux législatives de juin, un nouveau raz-de-marée de la majorité présidentielle est possible. Mais LFI a eu l'intelligence de tendre la main au NPA et, en dépit de sa campagne aux relents staliniens, au Parti communiste. Avec le ralliement probable des Verts, un bloc de gauche uni, offrant un début d'alternative au consensus néolibéral, a des chances de progresser à l'Assemblée nationale. À condition de maintenir la mobilisation des classes populaires et de consolider le bloc de gauche qui a émergé au premier tour.

Même si, faut-il le rappeler, le programme de LFI vise à revenir sur les pires régressions sociales des dernières décennies et n'a rien de révolutionnaire. Seule la droitisation du paysage politique explique que les médias dominants aient classé à l'extrême-gauche un mouvement dont l'idéologie évoque la gauche de gouvernement de la fin du 20e siècle. Et qui, du capitalisme, ne critique que les pires excès.

Il ne faut pas trop attendre des hypothétiques succès électoraux d'une gauche soucieuse d'un peu mieux répartir les fruits de la croissance et de ne pas tout à fait ignorer l'urgence climatique. Tout au plus peut-on espérer que sa visibilité redonne du souffle et de la légitimité aux forces anticapitalistes. Sans un mouvement social d'ampleur, les cinq ans à venir vont sembler interminables.

**Guy Rouge** ■

Discours de victoire, Paris, 24 avril 2022

Mathieu Ligneau

28 04 2022

13

Alisdare Hickson

Syrien·ne·s défilant en solidarité avec l'Ukraine, Londres, 2 avril 2022

Intrnational Syrie

# RECONSTRUIRE UN PROJET DE LIBÉRATION

**Face à un régime qui tente de se normaliser sur la scène internationale, les forces progressistes affaiblies par 11 ans de guerre doivent s'appuyer sur des modèles de luttes internationalistes.**

Plus de 11 ans après le début du soulèvement populaire qui s'est transformé en une guerre sanglante impliquant de multiples acteurs régionaux et internationaux, le régime syrien contrôle aujourd'hui près de 70 % du territoire syrien.

Dans le même temps, le processus de normalisation du régime syrien progresse à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Le voyage de Bachar el-Assad aux Émirats arabes unis (EAU) en mars 2022 en fait partie. C'était sa première visite dans un pays de la région depuis l'éclatement du soulèvement en 2011.

Plus généralement, l'harmonisation des relations entre les différents régimes arabes et la Syrie s'inscrit dans une tendance plus large pour une majorité d'acteurs régionaux de consolider une forme de stabilité autoritaire. Malgré des rivalités continues entre les différents États, tous souhaitent revenir à une situation similaire à celle qui prévalait avant ce qu'on a appelé les « *printemps arabes* ». Les différentes puissances mondiales soutiennent ce processus.

## Crises sociales et économiques profondes

Le régime de Damas est cependant confronté à d'énormes défis politiques et socio-économiques qu'il est loin de pouvoir surmonter pour le moment.

La Russie, l'allié principal de Damas avec l'Iran, souffre déjà politiquement et économiquement des sanctions internationales imposées en représailles à son invasion militaire de l'Ukraine. Bien que Moscou n'ait pas agi comme un soutien financier de Damas, la dépendance économique du régime syrien envers le Kremlin s'est accrue depuis le début de son intervention militaire en 2015. Il est notamment devenu le premier fournisseur de blé du pays, pour compenser la baisse massive de la production locale.

En face, l'opposition publique organisée au régime reste limitée. Seules de petites manifestations ont eu lieu dans différentes zones tenues par le régime, à Sweida notamment. Les raisons en sont multiples. D'abord la fatigue générale due à la guerre. Ensuite l'appauvrissement continu de larges secteurs de la société. Rappelons que plus de 90 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et que 14,6 millions de personnes (67,3 % de la population) dépendent d'une aide humanitaire.

Il y a aussi la crainte de la répression et de l'élimination par le régime de presque toutes les formes d'opposition organisée, tant sociale que politique, dans les zones sous sa domination. De plus, les différents acteurs de l'opposition syrienne sont très fragmentés. La principale force d'opposition, la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution n'offre aucune alternative démocratique et inclusive. Très discréditée, elle est soutenue par la Turquie et le Qatar et légitimée par les puissances occidentales.

## Tirer les leçons de campagnes de solidarité internationaliste

La tâche principale pour les démocrates et les progressistes syrien·ne·s dans le pays et à l'étranger est de regagner leur autonomie par rapport aux acteurs étrangers. Ils·elles doivent construire leurs propres réseaux et définir un projet démocratique inclusif avec des alternatives socio-économiques claires qui doit bénéficier aux classes populaires syriennes dans le pays ainsi qu'aux millions de réfugié·e·s.

Dans ce cadre, on peut tirer les leçons de diverses expériences de campagnes de solidarité internationaliste par en bas qui ont traversé les frontières. La campagne de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) menée par les Palestinien·ne·s est un exemple réussi. Il existe bien sûr des différences entre les contextes syrien et palestinien. Israël est un projet colonial et raciste, qui vise à expulser la population palestinienne de leurs terres. En Syrie, le régime est un pouvoir autocratique absolu et héréditaire.

Cependant, le modèle BDS est riche en enseignements. En particulier, les efforts déployés pour construire et renforcer les liens avec des mouvements sociaux plus larges, des féministes aux antiracistes, en passant par les étudiant·e·s et les syndicalistes. C'est la seule façon de renforcer la solidarité sans dépendre de l'aide des États, qui a toujours été conditionnelle et certainement pas basée sur des intérêts communs.

Cette orientation politique de solidarité par en bas permettra aux partisan·e·s d'une Syrie démocratique et progressiste d'établir des liens avec d'autres luttes régionales et internationales afin d'en tirer des enseignements. Après tout, les régimes despotiques et autoritaires apprennent des expériences de répression des autres. Nous aussi, nous devons établir des coalitions solides entre les mouvements progressistes de gauche du monde entier afin de renforcer nos relations et, en fin de compte, offrir la liberté, la justice sociale et l'égalité pour toutes et tous.

**Joe Daher** ■

Culture Racisme

# LA QUESTION COLONIALE ENTRE AU MUSÉE

**La nouvelle exposition permanente du Musée d'art et d'histoire (MAHN), *Mouvements*, aborde le rôle de la classe dominante dans le colonialisme et l'esclavagisme et des bénéfices rapatriés. L'implication de la Suisse et en particulier de Neuchâtel dans l'entreprise coloniale est enfin discutée et exposée dans une institution neuchâteloise.**

L'exposition se décompose en cinq salles qui dessinent les mouvements incessants de celles et ceux qui sont passé·e·s par Neuchâtel et qui marquent les histoires suisse, européenne et mondiale. Ces mouvements se sont matérialisés par l'intégration d'une classe dominante très internationalisée, l'émigration d'officiers et de soldats, puis une immigration ouvrière dont de nombreux militant·e·s révolutionnaires.

La salle introductive dessine quelques portraits de Neuchâtelois·e·s et d'immigré·e·s figures de leur temps, de Jean-Paul Marat à Jenny Humbert-Droz. Les deuxième et troisième salles traitent de façon acritique les représentations de la guerre durant l'époque contemporaine. Elles reprennent le mythe de la « vocation humanitaire de la Suisse ». L'internement des prisonniers de guerre de l'armée de Bourbaki devient un *« accueil »* et le Don suisse pour les victimes de guerre est célébré en taisant la nécessité d'alors des bourgeois suisses de démontrer un soutien à l'effort de guerre de l'Axe.

## Neuchâtel dans le commerce triangulaire

La quatrième salle – la plus intéressante – traite de l'implication des riches familles neuchâteloises dans la traite et l'emploi d'esclaves dans les Amériques. Les liens étroits de l'activité manufacturière locale, principalement par la confection de tissus imprimés appelés « indiennes » échangés en Afrique contre des esclaves déporté·e·s dans les plantations esclavagistes des Amériques pour la production de biens réimportés en Europe (tabac sucre, café, coton, etc.), prennent enfin place dans un musée neuchâtelois. Une cartographie passionnante est dressée des bâtiments et institutions construits et payés par des familles actives dans le commerce international.

Nombre de fortunes exceptionnelles issues du commerce triangulaire ont été léguées à la ville. Le MAHN explique désormais : « *De nombreux Neuchâtelois ont fait fortune grâce au commerce international aux 18e et 19e siècles. Plusieurs d'entre eux ont aussi été impliqués, [...] dans la traite négrière et l'esclavage : par la possession de plantations, dont l'économie est étroitement liée à l'esclavage; par le service étranger en faveur de puissances coloniales et la répression de révoltes d'esclaves; par le financement d'expéditions négrières; par le négoce de produits de traite, principalement des indiennes; des Neuchâtelois sont également à la tête d'indienneries à Nantes, premier port négrier français.* »

Vue de l'exposition lors du vernissage

MAHN

Les tenant·e·s d'une critique de ce passé colonial et esclavagiste se faisaient taxer il y a deux ans encore de «révisionnistes». Le retournement est énorme.

En miroir, la dernière salle aborde l'immigration plus récente et les politiques xénophobes des 50 dernières années dans notre pays. L'exposition est le fruit d'une collaboration entre arts plastiques et appliqués, numismatique et histoire. Le résultat est réussi malgré la reprise du mythe de la vocation humanitaire. *Mouvements* marque la victoire d'une historiographie contemporaine contre l'hagiographie ancillaire des grands aristocrates bienfaiteurs de Neuchâtel.

## La statue de Pury reste, mais deux œuvres l'atténuent

Le combat pionnier que nous avions accompagné contre le symbole véhiculé par la statue de David de Pury qui trône au centre-ville plane en arrière-fond de cette exposition. Le négociant esclavagiste actif à Marseille, Londres et Lisbonne avait légué sa fortune à la ville – l'équivalent de 300 millions de francs actuels. Faut-il l'enlever de sa place et de son piédestal, comme la gauche antiraciste le demande, ou la garder comme témoin des crimes qui ont bénéficié à la ville ? Pour l'instant, la statue et le nom de la place restent mais seront accompagnés de deux œuvres, l'une plastique qui pastiche la chute du buste du scientifique raciste Agassiz à Stanford, la seconde sous forme d'installation lumineuse et sonore pour commémorer chaque nuit les victimes de l'esclavage.

Des décennies de luttes politiques, de recherches historiques et de mobilisations diverses trouvent un premier aboutissement dans l'exposition permanente réussie du MAHN. Nous serons attentifs à ce que ce ne soit qu'un début et nous sommes ravi·e·s de constater que l'Université et certain·e·s historien·ne·s annoncent qu'elles participeront au débat mémoriel sur les rapports coloniaux et post-coloniaux. Les accapareurs esclavagistes d'hier sont les ascendants, souvent au sens généalogique strict, des maître·sse·s du négoce international et de l'exploitation des travailleurs·euses du monde entier organisés depuis la Suisse. Notre travail de mémoire est un combat anticapitaliste et de solidarité internationaliste.

**Dimitri Paratte** ■

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LA POSTE

**Journal solidaritéS** - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidaritéS 405 28 04 2022

**C'est quoi ce journal ?**

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir !

Abonnez-vous !

**Abonnements**

## SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

| | | |
|---|---|---|
| ☐ | Annuel | fr. 80 |
| ☐ | Étudiant·e·s, AVS, AI Chômeurs·euses | 40 |
| ☐ | Soutien | 150 |
| ☐ | 3 mois à l'essai | gratuit ! |

Vous pouvez vous abonner sur Internet: solidarites.ch/abonnement

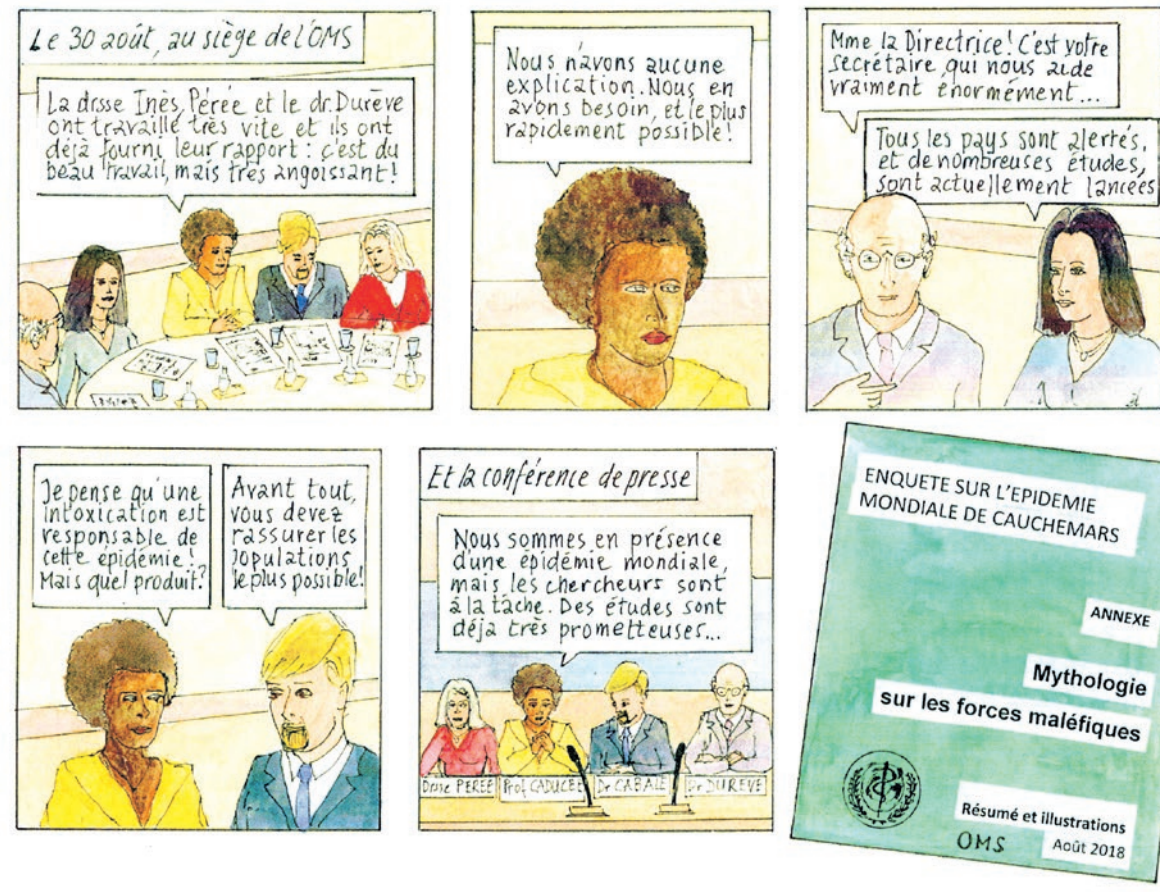
Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ solidaritéS
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

**En images** **À lire**

# EFFROI

**Notre camarade Gilles Godinat, militant actif dans la santé et l'anti-militarisme, vient de publier *Effroi*, une BD dans laquelle une étudiante, un journaliste et surtout un psychanalyste spécialiste des rêves, tiennent tête à une pharma multinationale.**




En vente aux Bains des Pâquis et à la Librairie du Boulevard, à Genève.

**Sommaire**

3 **National** — Augmenter aussi l'âge de la retraite des centrales atomiques ?

4 **Votations** — pour PLus de cinéma et plus d'emplois
Le consentement présumé sauve des vies

5 **Genève** — Derrière l'arbre de Mancy, la forêt d'un système dysfonctionnel
Une démocratie ? Genève peut mieux faire !

6 **Vaud** — Urgence sociale
**Neuchâtel** — Vers une fiscalité plus équitable !

7 **Monde du travail** — Victoire des syndicats chez Amazon: la nécessité d'un syndicalisme de lutte de classe

8–9 **International** — « Tout s'écroule. C'est à cause de l'agression de Poutine »

10 **En mouvement** — De l'initiative populaire vers un mouvement populaire

11 **Féminisme** — Le viol comme arme de guerre

12 **Queer** — Ne dites pas « gay »

13 **International** — France: à gauche, du nouveau ?

14 **International** — Syrie: reconstruire un projet de libération

15 **Culture** — La question coloniale entre au musée